

Le risque de la disparition de l'euro existe

Eulalia Rubio, chercheur en sciences économiques et sociales au think tank Notre Europe-institut Jacques Delors, affirme que les pensées irréversibles n'ont plus lieu d'être avec la crise que traverse l'Europe et explique les retombées de la désintégration de la monnaie unique.

Existe-t-il aujourd'hui un risque de voir l'euro disparaître? Quelles en seraient alors les conséquences sur l'Union européenne?

Ce n'est pas très probable, mais le risque existe. Il ne suffit pas qu'on

répète que l'euro est irréversible pour que cela n'arrive pas. Dans un article récent au site Open Democracy, le philosophe Yvan Krastev explique que, dans les années précédant le collage de l'URSS, la

perception que l'Union soviétique était irréversible faisait l'unanimité entre les élites politiques. Comme dans le cas de l'URSS, le collage de l'euro peut survenir comme conséquence involontaire du dysfonctionnement prolongé de l'Union, comblé par l'incapacité des élites de bien interpréter la nature de la crise et d'apporter les réponses nécessaires.

Les conséquences d'une désintégration de l'euro seraient énormes. Tout d'abord, il aurait un fort impact sur la croissance. Une étude réalisée par une équipe d'économistes de la banque néerlandaise ING estime qu'une désintégration totale de l'euro entraînerait une baisse de 12% du PIB dans les pays de l'UEM pendant les deux années suivantes, avec des coûts autant importants pour les pays périphériques que pour les pays du Centre-Nord. De plus, le collage de l'euro serait sans doute accompagné de situations de panique bancaire et de fuites massives de capital d'un pays à l'autre, ce qui obliguerait les pays à réintroduire des contrôles de capitaux et pourrait les pousser à tenter d'introduire des mesures protectionnistes pour empêcher la libre circulation de biens et personnes. Tout l'ensemble mettrait fortement en danger le marché unique, pierre angulaire du projet européen. Enfin, la fin de l'euro aurait sans doute des conséquences politiques non négligeables: il affaiblirait la position de l'UE sur la scène internationale, ainsi que la volonté des peuples européens d'approfondir dans l'intégration européenne.

Parmi les grands thèmes qui ressortent pour sauver l'euro, mettre en place une solidarité financière intereuropéenne. Quels en se-

024



JACQUE

raient les instruments ?

Il faut tout d'abord rappeler qu'il existe déjà des instruments de solidarité financière entre les pays intégrant la zone euro, qui ont été mis en place en raison de la crise. Nous avons actuellement le Fonds européen de stabilité financière (FESF), qui fonctionne depuis 2010 et, dans les prochains jours, si tout va bien, nous assisterons à la mise en place d'un nouveau mécanisme, le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui d'abord fonctionnera avec le FESF et, à long terme, le remplacera.

Le FESF et le MES sont des outils très importants pour faire face à la crise, mais ils ont des inconvénients: ils sont assez rigides dans leur fonctionnement et, surtout, ils ont une capacité d'intervention limitée; ensemble, ils peuvent prêter aux pays en difficulté jusqu'à 750 milliards d'euros, ce qui est un chiffre insuffisant pour garantir la dette de pays comme l'Espagne ou l'Italie, qui détiennent

baisser le coût de la dette pour les Etats qui souffrent actuellement d'un manque de confiance.

Comment les politiques économiques peuvent-elles être implémentées durablement face aux résistances politiques locales?

Le renfort de la coordination fiscale et des politiques économiques a effectivement été une des réponses à la crise. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'il s'agit surtout de mesures visant à prévenir de futures crises, plutôt que de résoudre la crise actuelle. Dans ce sens, il faut être flexible et réaliste dans la mise en place des nouveaux mécanismes: c'est très bien de demander aux Etats de réduire leurs déficits et dettes, mais un durcissement budgétaire trop dur et simultané dans tous les pays de l'UEM risque de plomber la zone euro en récession. Également, il est nécessaire que les pays périphériques réforment leurs marchés de produits et de travail afin de devenir plus compétitifs,

«De nombreuses études démontrent qu'un approfondissement du marché unique se traduirait par des gains économiques importants»

respectivement 800 milliards et 2 billions d'euros de dettes. Pour être crédible vis-à-vis des marchés, un mécanisme de solidarité devrait être capable de couvrir les éventuels besoins de liquidité de tous les membres de l'UEM. Actuellement, la seule option permettant de satisfaire cette condition (au-delà d'une intervention massive de la BCE sur les marchés de la dette souveraine, interdite par les Traités et aux conséquences imprévues à long terme) est l'émission desdites «euro-obligations». Il s'agirait d'émettre des obligations d'Etat garanties par l'ensemble des pays de la zone euro. Cette «garantie européenne» de la dette rassurerait les investisseurs et ferait ainsi

mais pour que ces réformes n'aient pas un effet contractif trop fort à court terme, il faudrait les accompagner par des mesures de soutien à la demande dans les pays du Nord (qui pourraient consister, entre autres, en l'acceptation de la part de la BCE d'un majeur différentiel d'inflation entre les pays du Sud et du Nord). Enfin, la manière de convaincre les populations du bon sens de ses règles est de les appliquer de façon intelligente et non pas de manière aveugle.

Avec la récession économique en Europe, quels sont les moteurs à même de relancer l'économie européenne?

La première condition nécessaire

pour relancer l'économie est de stabiliser les marchés financiers et de la dette souveraine. Tant qu'on aura des Etats qui ne peuvent pas se financer à des taux acceptables et des entreprises qui ont des difficultés à accéder au crédit, ce sera très difficile de revenir à la croissance. Dans ce sens, la création d'une union fiscale (sous forme d'euro-obligations ou d'autres mécanismes similaires) et la mise en place d'une union bancaire (composée d'un mécanisme d'assurance de dépôts bancaires, un dispositif de résolution des crises et une supervision intégrée des banques) sont les pierres angulaires pour bâtir la relance économique en Europe. Ces mesures devraient s'accompagner d'une application intelligente des mesures de coordination fiscale macro-économique. Dans ce sens, comme je viens de le dire, il faudrait accepter une application différentielle et correctement «dosée» des politiques de durcissement budgétaire, ainsi que l'instauration de mesures visant

à stimuler la demande privée dans les pays les moins touchés par la crise. Enfin, il y a aussi des actions possibles à faire au niveau européen pour stimuler la croissance. De nombreuses études démontrent qu'un approfondissement du marché unique se traduirait par des gains économiques importants. Une amélioration dans l'utilisation des fonds structurels pourrait aider les pays en difficulté et le budget européen pourrait jouer un rôle plus important dans le financement d'infrastructures transeuropéennes dans les domaines de l'énergie, le transport ou les télécommunications.